

Sous-commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné
de la Communauté française et de la Communauté germanophone

Convention collective de travail du 24 mai 2017 relative au transfert des conventions collectives de travail
et accords conclus au niveau de la Commission paritaire n°225.00

Neerlegging-Dépôt: 29/05/2017
Regist.-Enregistr.: 08/06/2017
N°: 139772/CO/225.02

Article 1er.

La présente convention collective de travail a pour objet d'assurer le transfert des conventions collectives de travail et accords conclus de la Commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné à la sous-commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné de la Communauté française et de la Communauté germanophone.

La Commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné a été instituée en vertu de l'arrêté royal du 20/12/1989 (MB 24/01/1990) fixant la dénomination et la compétence, modifié par l'arrêté royal du 12/07/2011 (MB 17/08/2011).

Elle est connue sous l'appellation « Commission paritaire n° 225.00 » (ci-après la « Commission paritaire n°225.00 »).

La sous-commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné de la Communauté française et de la Communauté germanophone a été instituée en vertu de l'arrêté royal du 13/03/2012 (MB 16/04/2012) fixant leur dénomination et leur compétence. Elle est connue sous l'appellation « Sous-commission paritaire n° 225.02 » (ci-après la «Sous-commission paritaire n°225.02 »).

Article 2.

La présente convention s'applique aux employeurs et aux employés des institutions ressortissant, à partir du 26 avril 2012, à la Sous-commission paritaire n°225.02.

Article 3.

3.1 Les conventions collectives de travail, et autres accords conclus au niveau de la Commission paritaire 225.00, qui sont encore en vigueur en date de l'entrée en vigueur de cette convention collective de travail, sont transférés à la Sous-commission paritaire n° 225.02. pour ce qui concerne le champ de compétence de la Sous-commission paritaire 225.02.

Par dérogation à ce qui précède, ne sont pas transférées :

les conventions collectives de travail s'appliquant aux employés des établissements d'enseignement et des internats de l'enseignement libre subsidiés par la Communauté flamande, ressortissant à la Commission paritaire pour les institutions de l'enseignement libre subventionnées par la Communauté flamande.

3.2. Les conventions collectives de travail et accords visés sous 3.1. sont donc intégralement applicables au niveau de la Sous-commission paritaire n°225.02 et lient les employeurs et travailleurs ressortissant de la Sous-commission paritaire n°225.02

3.3. Les conventions collectives de travail et accords visés sous 3.1. sont repris dans l'inventaire annexé à la présente convention.

Article 4.

Les conventions collectives de travail, protocoles ou autres accords collectifs conclus au niveau des entreprises ressortissant de la Sous-commission paritaire n°225.02 ainsi que les conventions et accords visés sous 3.1. sont à interpréter à la lumière du fait que cette dernière Sous-commission paritaire est devenue opérationnelle à partir de sa création. Toutes les références faites à des conventions collectives de travail ou accords conclus au niveau de la Commission paritaire n°225.00 sont censées se rapporter aux conventions ou accords qui ont été transférés à la Sous-commission paritaire n°225.02.

Aucune disposition ne pourra être interprétée dans un sens contraire aux dispositions légales ou réglementaires applicables.

La présente convention collective de travail ne crée aucun droit ou obligations additionnels par rapport aux droits actuels et futurs tels que prévus dans les conventions et accords applicables aux travailleurs et employeurs à la date d'entrée en vigueur de la présente.

La présente convention n'a aucun impact sur la durée de validité des conventions et accords susmentionnés.

Les principes énoncés ci-dessus s'appliquent tant aux conventions et accords visés sous 3.1., qu'à ceux conclus au niveau de l'entreprise relevant du le champ d'application de la présente.

Article 5

La présente convention collective de travail doit être interprétée dans le respect du principe de l'interprétation et de l'exécution de bonne foi des conventions.

Article 6.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} juin 2017 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties signataires peut la dénoncer à condition qu'un délai de 3 mois soit respecté.

Cette dénonciation est notifiée par lettre recommandée à la poste au président de la Sous-commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné de la Communauté française et de la Communauté germanophone et à chacune des parties signataires.

Le délai de 3 mois prend cours à partir du premier jour du mois suivant la date à laquelle la lettre recommandée a été envoyée au Président.

Il est convenu que chaque convention ou accord visé sous 3.1. peut être dénoncé de manière individuelle moyennant le respect des dispositions prévues sur le sujet dans la convention ou l'accord en question.

Sous-commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné de la Communauté française et de la Communauté germanophone

Convention collective de travail relative au transfert des conventions collectives de travail et accords conclus au niveau de la Commission paritaire n°225.00

Annexe

1. Convention collective de travail du 21 juin 1994 conclue pour une durée indéterminée au sein de la commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant les « surveillants-éducateurs appointés des internats : durée du travail, petits chômages, jours de repos, vacances annuelles, jours de repos compensatoires ».

CCT 21 juin 1994

Date enregistrement : 31 août 1994

Numéro enregistrement : 36335/CO/225

A.R. : non demandé

2. Convention collective de travail du 21 juin 1994 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant les « surveillants-éducateurs appointés des internats : durée du travail, petits chômages, jours de repos, vacances annuelles, jours de repos compensatoires »

CCT 21 juin 1994

Date enregistrement : 31 août 1994

Numéro enregistrement : 36336/CO/225

A.R. : 10/10/1995

M.B. : 09/02/1996

3. Convention collective de travail du 11 octobre 1994 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné de la Communauté germanophone relative à la classification et conditions de salaires, ancienneté, prime de fin d'année.

CCT 11 octobre 1994

Date enregistrement : 9 novembre 1994

Numéro enregistrement : 36706/CO/225

A.R. : 08/08/1997

M.B. : 01/01/1998

4. Convention collective de travail du 11 octobre 1994 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions subsidiées de l'enseignement libre subsidiés par la Communauté française, ressortissant à la Commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant les surveillants-éducateurs appointés des internats de la Communauté française : classification et conditions de salaires, ancienneté, prime de fin d'année.

CCT 11 octobre 1994

Date enregistrement : 09/11/1994

Numéro enregistrement : 36705/CO/225

A.R. : 30/05/1997

M.B. : 22/10/1997

5. Convention collective du 13 avril 1995 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant les « surveillants-éducateurs appointés des internats : durée du travail »

CCT 13 avril 1995

Date enregistrement : 30/05/1995

Numéro enregistrement : 37975/CO/225

A.R. : 18/07/1997

M.B. : 01/01/1998

6. Convention collective du 22 novembre 2000 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant le « temps partiel : dérogation à l'interdiction de prestations inférieures au tiers de la durée hebdomadaire du travail à temps plein »

CCT 22 novembre 2000

Date enregistrement : 06/12/2000

Numéro enregistrement : 55970

A.R. : 12/06/2002

M.B. : 03/10/2002

7. Convention collective du 22/11/2000 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné de la Communauté germanophone concernant le « temps partiel : dérogation à l'interdiction de prestations inférieures au tiers de la durée hebdomadaire du travail à temps plein »

CCT du 22 novembre 2000

Date enregistrement : 12/02/2001

Numéro enregistrement : 56440

A.R. : 07/09/2003

M.B. : 18/12/2003

CCT dénoncée le 15/03/2017, déposée le 17/03/2017 et

enregistrée le 28/04/2017 (n° enregistrement

055970/CO/2250000)

Fin du délai de dénonciation : 01/09/2017

8. Convention collective du 20/12/2001 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant les « conditions de travail et de rémunération »

CCT du 20 décembre 2001

Date enregistrement : 03/01/2003

Numéro enregistrement : 64897

A.R. : 12/05/2004

M.B. : 06/07/2004

- d
9. Convention collective du 19 mars 2002 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant le « crédit-temps, diminution de carrière et réduction des prestations de travail à mi-temps »

CCT du 19 mars 2002

Date enregistrement : 03/01/2003

Numéro enregistrement : 63363

A.R. : 09/01/2005

M.B. : 14/02/2005

10. Convention collective du 7/07/2006 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant le « régime de jours conventionnels de dispense de service »

CCT du 07/07/2006

Date enregistrement : 07/06/2007

Numéro enregistrement : 83190

A.R. : 10/09/2007

M.B. : 27/09/2007

11. Convention collective du 07/07/2006 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant la « barémisation des fonctions »

CCT du 7 juillet 2006

Date enregistrement : 07/06/2007

Numéro enregistrement : 83191

A.R. : 12/09/2007

M.B. : 31/10/2007

12. Convention collective du 30/04/2009 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant la « durée du travail »

CCT du 30 avril 2009

Date enregistrement : 26/10/2009

Numéro enregistrement : 95206

A.R. : 10/10/2010

M.B. : 18/11/2010

13. Convention collective du 30/04/2009 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant la « classification de fonctions »

CCT du 30 avril 2009

Date enregistrement : 10/12/2009

Numéro enregistrement : 96371

A.R. : 10/10/2010

M.B. : 18/11/2010

14. Convention collective du 15 octobre 2009 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant les « jours conventionnels de dispense de service »

CCT du 15 octobre 2009

Date enregistrement : 04/05/2010

Numéro enregistrement : 99216

A.R. : 10/10/2010

M.B. : 18/11/2010

15. Convention collective du 15/10/2009 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant la « barémisation des fonctions »

CCT du 15 octobre 2009

Date enregistrement : 04/05/2010

Numéro enregistrement : 99217

A.R. : 10/10/2010

M.B. : 18/11/2010

16. Convention collective du 05/10/2011 conclue pour une durée indéterminée au sein de la Commission Paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné concernant une « convention particulière »

CCT du 5 octobre 2011

Date enregistrement : 03/11/2011

Numéro enregistrement : 106636

A.R. : 09/01/2013

M.B. : 25/04/2013

Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs
van de Franse Gemeenschap en van de Duitstalige Gemeenschap

Collectieve arbeidsovereenkomst van 24 mei 2017 betreffende de overdracht van de collectieve
arbeidsovereenkomsten
en akkoorden gesloten op het niveau van paritair comité nr. 225.00

Artikel 1

De doelstelling van deze collectieve arbeidsovereenkomst is de overdracht van de collectieve arbeidsovereenkomsten en akkoorden gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs naar het paritair subcomité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de Duitstalige Gemeenschap.

Het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs werd opgericht krachtens het koninklijk besluit van 20/12/1989 (BS 24/01/1990) tot vaststelling van de benaming en de bevoegdheid, gewijzigd door het koninklijk besluit van 12/07/2011 (BS 17/08/2011).

Het is bekend onder de benaming "Paritair Comité nr. 225.00" (hierna het "Paritair Comité nr. 225.00").

Het paritair subcomité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de Duitstalige Gemeenschap werd opgericht krachtens het koninklijk besluit van 13/03/2012 (BS 16/04/2012) tot vaststelling van hun benaming en hun bevoegdheid. Het is bekend onder de benaming « Paritair subcomité nr. 225.02 » (hierna het "Paritair subcomité nr. 225.02").

Artikel 2.

Deze overeenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de bedienden van de inrichtingen die vanaf 26 april 2012 ressorteren onder het Paritair Subcomité nr. 225.02.

Artikel 3.

3.1 De collectieve arbeidsovereenkomsten, en andere akkoorden gesloten op het niveau van Paritair Comité 225.00, die nog van kracht zijn op de datum van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst, worden overgedragen naar het Paritair Subcomité nr. 225.02 voor wat het bevoegdheidsgebied van Paritair Subcomité 225.02 betreft.

In afwijking van datgene wat voorafgaat, worden niet overgedragen:

De collectieve arbeidsovereenkomsten die van toepassing zijn op de bedienden van de onderwijsinrichtingen en van de internaten van het vrij onderwijs die gesubsidieerd worden door de Vlaamse Gemeenschap, die ressorteren onder het Paritair Comité voor de inrichtingen van het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap.

3.2. De collectieve arbeidsovereenkomsten en akkoorden bedoeld in 3.1 zijn dus integraal toepasbaar op het niveau van het Paritair Subcomité nr. 225.02 en zijn bindend voor de werkgevers en werknemers die ressorteren onder Paritair Subcomité nr. 225.02

3.3. De collectieve arbeidsovereenkomsten en akkoorden bedoeld onder 3.1 zijn opgenomen in de inventaris die als bijlage bij deze overeenkomst is gevoegd

Artikel 4.

De collectieve arbeidsovereenkomsten, protocollen of andere collectieve akkoorden gesloten op het niveau van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité nr. 225.02 alsook de overeenkomsten en akkoorden bedoeld onder 3.1. moeten worden geïnterpreteerd in het licht van het feit dat dit laatste Paritair Subcomité operationeel geworden is vanaf de oprichting ervan. Alle verwijzingen die worden gedaan naar collectieve arbeidsovereenkomsten of akkoorden gesloten op het niveau van het paritair comité nr. 225.00 worden geacht betrekking te hebben op de overeenkomsten of akkoorden die werden overgeheveld naar het Paritair Subcomité nr. 225.02.

Geen enkele bepaling kan worden geïnterpreteerd in een zin die strijdig is met de wettelijke of reglementaire bepalingen die toepasbaar zijn.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst creëert geen enkel recht of bijkomende verplichtingen ten opzichte van de huidige en toekomstige rechten zoals bepaald in de overeenkomsten en akkoorden die toepasbaar zijn op de werknemers en werkgevers op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst.

Deze overeenkomst heeft geen enkele impact op de geldigheidsduur van de bovenvermelde overeenkomsten en akkoorden.

De hierboven uiteengezette principes zijn zowel op de overeenkomsten en akkoorden bedoeld onder 3.1. van toepassing, als op die welke gesloten werden op het niveau van de onderneming die valt onder het toepassingsgebied van deze overeenkomst.

Artikel 5

Deze collectieve arbeidsovereenkomst moet worden geïnterpreteerd met naleving van het principe van de eerlijke interpretatie en uitvoering van de overeenkomsten.

Artikel 6.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juni 2017 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Elke ondertekenende partij kan deze opzeggen op voorwaarde dat een termijn van 3 maanden wordt in acht genomen.

Deze opzegging wordt betekend per ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de bedienden van de inrichtingen uit het vrij gesubsidieerd onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de Duitstalige Gemeenschap en aan elk van de ondertekenende partijen.

De termijn van 3 maanden begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop het aangetekend schrijven werd verzonden naar de Voorzitter.

Er wordt overeengekomen dat elke overeenkomst of akkoord bedoeld onder 3.1. individueel kan worden opgezegd met naleving van de bepalingen waarin voorzien is over het onderwerp in de overeenkomst of het betrokken akkoord.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE BEDIENDEN VAN DE INRICHTINGEN VAN HET
GESUBSIDIEERD VRIJ ONDERWIJS VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP EN DE DUITSTALIGE
GEMEENSCHAP

Collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de overdracht van de collectieve arbeidsovereenkomsten en
akkoorden gesloten in Paritair Comité nr. 225.00

Bijlage

1. Collectieve arbeidsovereenkomst van 21 juni 1994 gesloten voor onbepaalde duur in het paritair comité voor de
bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende de "bezoldigde
toezichters-opvoeders van de internaten: arbeidsduur, kort verzuim, rustdagen, jaarlijkse vakantie,
compensatierustdagen"

CAO 21 juni 1994

Datum registratie: 31 augustus 1994

Nummer registratie: 36335/CO/225

K.B.: niet gevraagd

2. Collectieve arbeidsovereenkomst van 21 juni 1994 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité voor de
bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende de "bezoldigde
toezichters-opvoeders van de internaten: arbeidsduur, kort verzuim, rustdagen, jaarlijkse vakantie,
compensatierustdagen"

CAO 21 juni 1994

Registratiedatum: 31 augustus 1994

Registratienummer: 36336/CO/225

K.B.: 10/10/195

B.D.: 09/02/1996

3. Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 oktober 1994 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité
voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap
betreffende classificatie en loonvoorwaarden, anciënniteit, eindejaarspremie.

CAO van 11 oktober 1994

Registratiedatum: 9 november 1994

Registratienummer: 36706/CO/225

K.B.: 08/08/1997

B.S.: 01/01/198

4. Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 oktober 1994 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité
voor de bedienden van de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse
Gemeenschap, die ressorten onder het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het
gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende de bezoldigde toezichters-opvoeders van de internaten van de Franse
Gemeenschap: classificatie en loonvoorwaarden, anciënniteit, eindejaarspremie

CAO van 11 oktober 1994

Registratiedatum: 09/11/1994

Registratienummer: 36705/CO/225

K.B. : 30/05/1997

B.S. : 22/10/1997

5. Collectieve overeenkomst van 13 april 1995 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende de "bezoldigde toezichters-opvoeders van de internaten: arbeidsduur"

CAO 13 april 1995

Registratiedatum: 30/05/1995

Registratienummer: 37975/CO/225

K.B.: 18/07/1997

B.S.: 01/01/1998

6. Collectieve overeenkomst van 22 november 2000 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende de "deeltijdse arbeid: afwijking van het verbod op prestaties van minder dan een derde van de voltijdse wekelijkse arbeidsduur"

CAO van 22 november 2000

Registratiedatum: 06/12/2000

Registratienummer: 55970

K.B.: 12/06/2002

B.S.: 03/10/2002

7. Collectieve arbeidsovereenkomst van 22/11/2000 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité voor de bedienden van de instellingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap betreffende de "deeltijdse arbeid: afwijking van het verbod op prestaties van minder dan een derde van de voltijdse wekelijkse arbeidsduur"

Cao van 22 november 2000

Registratiedatum: 12/02/2001

Registratienummer: 56440

K.B.: 07/09/2003

B.S.: 18/12/2003

CAO opgezegd op 15/03/2017, neergelegd op

17/03/2017 en geregistreerd op 28/04/2017

(registratienummer 055970/CO/2250000)

Einde van de opzeggingstermijn: 01/09/2017

8. Collectieve overeenkomst van 20/12/2001 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende de "loon- en arbeidsvoorwaarden"

cao van 20 december 2001

Registratiedatum: 03/01/2003

Registratienummer: 64897

K.B.: 12/05/2004

B.S.: 06/07/2004

9. Collectieve overeenkomst van 19 maart 2002 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende het "tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de prestaties tot een halftijdse betrekking"

cao van 19 maart 2002
Registratiedatum: 03/01/2003
Registratienummer: 63363
K.B.: 09/01/2005
B.S.: 14/02/2005

10. Collectieve overeenkomst van 7/07/2006 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende het "stelsel van conventionele dagen van dienstvrijstelling"

CAO van 07/07/2006
Registratiedatum: 07/06/2007
Registratienummer: 83190
K.B.: 10/09/2007
B.S.: 27/09/2007

11. Collectieve overeenkomst van 07/07/2006 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende de "baremisering van de functies"

cao van 7 juli 2006
Registratiedatum: 07/06/2007
Registratienummer: 83191
K.B.: 12/09/2007
B.S.: 31/10/2007

12. Collectieve overeenkomst van 30/04/2009 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende de "arbeidsduur"

CAO van 30 april 2009
Registratiedatum: 26/10/2009
Registratienummer: 95206
K.B.: 10/10/2010
B.S.: 18/11/2010

13. Collectieve overeenkomst van 30/04/2009 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende de "functieclassificatie"

CAO van 30 april 2009
Registratiedatum: 10/12/2009
Registratienummer: 96371
K.B.: 10/10/2010
B.S.: 18/11/2010

14. Collectieve overeenkomst van 15 oktober 2009 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende de "conventionele dagen van dienstvrijstelling"

CAO van 15 oktober 2009
Registratiedatum: 04/05/2010
Registratienummer: 99216
K.B.: 10/10/2010
B.S.: 18/11/2010

15. Collectieve overeenkomst van 15/10/2009 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende de "baremisering van de functies"

CAO van 15 oktober 2009
Registratiedatum: 04/05/2010
Registratienummer: 99217
K.B.: 10/10/2010
B.S.: 18/11/2010

16. Collectieve overeenkomst van 05/10/2011 gesloten voor onbepaalde duur in het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs betreffende een "bijzondere overeenkomst"

CAO van 5 oktober 2011
Registratiedatum: 03/11/2011
Registratienummer: 106636
K.B.: 09/01/2013
B.S.: 25/04/2013